

INDEX 2024 – RESUME DES TENDANCES

La violence à caractère religieux s'intensifie à mesure que l'Afrique subsaharienne se déstabilise

La violence ciblant les chrétiens est depuis longtemps une caractéristique déterminante du schéma de persécution en région subsaharienne. Cette tendance s'est intensifiée au cours de la période de référence de l'Index mondial de persécution 2024.

Sur les 26 pays d'Afrique subsaharienne ayant obtenu des scores globaux de persécution égaux ou supérieurs à "élevé", 16 ont obtenu des scores "extrêmement élevé" dans la sous-catégorie de la violence. Il y a un an, le nombre de pays ayant obtenu un score dans la sous-catégorie "Extrêmement élevé" était de 13.

L'augmentation générale de la violence sur la liste 2024 est due à une augmentation des attaques contre les églises, les maisons et les biens publics chrétiens. La preuve de l'intensité croissante de la violence peut être trouvée, par exemple, en Éthiopie, où le nombre d'attaques contre les églises et les propriétés publiques chrétiennes, telles que les écoles, a fortement augmenté. Le nombre d'entreprises chrétiennes incendiées, pillées ou confisquées au Burkina Faso et en République centrafricaine a bondi.

Dans les 26 pays subsahariens où le niveau général de persécution est au moins "élevé", 4'565 chrétiens ont été tués en raison de leur foi au cours de la période de 12 mois couverte par l'Index 2024, qui s'est achevée le 30 septembre 2023. Et, comme l'année précédente, le Nigeria a représenté environ 9 /10 des meurtres motivés par la religion dans les pays africains de l'Index mondial de persécution. Le nombre d'homicides dans ces pays est probablement beaucoup plus élevé, car il est difficile d'obtenir des rapports fiables sur l'impact de la violence en période de conflit et au lendemain d'un conflit.

Au-delà des attaques mortelles, le déracinement des chrétiens de leurs maisons et de leurs communautés est un aspect important de la violence antichrétienne. Les données de l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC), basé en Suisse, et du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés indiquent qu'à la fin de l'année 2022, 34,5 millions de personnes vivaient en tant que personnes déplacées de force - réfugiés et personnes déplacées en interne (PDI) - dans les pays d'Afrique subsaharienne dont le niveau de persécution est au moins "élevé" sur l'Index mondial de persécution.

Sur ces 34,5 millions de personnes, on estime à 16,2 millions le nombre de chrétiens. Cela représente environ 3% des 534 millions de chrétiens qui vivent dans les 26 pays d'Afrique subsaharienne où le niveau général de persécution est au moins "élevé".

Pourquoi cette augmentation de la violence? La situation en Afrique est complexe et les incidents individuels se produisent dans un large éventail de circonstances locales, mais le fil conducteur est l'exploitation des conditions déstabilisantes à travers le continent par des éléments islamiques radicaux. Un exemple: La situation sécuritaire déjà détériorée au Mali a perdu son vernis de structure de sécurité internationale lorsque les troupes françaises ont finalement quitté le pays en novembre 2022 et que la mission de l'ONU (MINUSMA) s'est complètement retirée à la fin du mois de décembre 2023, créant ainsi plus d'espace pour l'agression djihadiste.

Autre exemple: Les coups d'État militaires qui ont entraîné un changement de régime au Niger et au Gabon en 2023 n'étaient que les derniers d'une série de renversements remontant à 2022 et 2021. Historiquement, les régimes militaires ne sont pas toujours favorables au pluralisme religieux - bien qu'au Niger, les putschistes aient nommé un chrétien au gouvernement. Les renversements ont une longue histoire sur le

continent, mais leur résurgence récente indique un recul démocratique plus large - une tendance inquiétante pour les communautés religieuses.

Comme les années précédentes, les failles dans la gouvernance et la sécurité ont ouvert la voie aux activités djihadistes au Burkina Faso, au Mali et au Nigeria, mais aussi en Somalie, au Mozambique et dans d'autres pays de la région. *Human Rights Watch*, par exemple, a [documenté](#) «des meurtres, des viols et des pillages généralisés de villages dans le nord-est du Mali» par des militants djihadistes depuis janvier 2023.

C'est en Afrique subsaharienne que la prolifération des groupes affiliés à l'État islamique et à Al-Qaïda est la plus prononcée. La partie orientale de la République démocratique du Congo (RDC), par exemple, est devenue un refuge pour le groupe des Forces démocratiques alliées islamiques (ADF), qui a prêté allégeance au groupe État Islamique. Les ADF tentent de déstabiliser l'Ouganda et s'en prennent depuis plusieurs années aux églises et aux chrétiens du nord-est du Congo. En janvier 2023, des militants de l'ADF ont fait exploser une bombe lors d'un service religieux dans la ville frontalière de Kasindi (est de la RDC), tuant au moins 12 personnes et en blessant des dizaines d'autres.

Au Nigeria, des milliers de membres du groupe militant Boko Haram, toujours actif, ont déposé les armes. Le groupe est désormais largement éclipsé par l'ISWAP (Islamic State West African Province), qui continue de menacer le nord-est du Nigeria et de nombreuses autres régions du pays. Ailleurs, les raids sur les communautés majoritairement chrétiennes, les meurtres, les enlèvements, les violences sexuelles et la destruction des moyens de subsistance se poursuivent, la plupart du temps aux mains de militants peuls. Toutes [ces violences touchent les chrétiens de manière disproportionnée](#).

La série d'attaques contre les communautés chrétiennes de l'État du Plateau entre le 17 avril et le 10 juillet 2023, au cours de laquelle 315 chrétiens et 31 musulmans ont été tués, [selon un rapport de la Fondation Para-Mallam pour la paix](#), est un exemple de ces flambées de violence régulières au Nigéria. Les semaines d'attaques qui ont suivi ont touché pas moins de 6'603 foyers ; 18'751 personnes ont été déplacées, presque toutes chrétiennes, dont ' 066 orphelins âgés de 0 à 5 ans. Ces personnes déplacées ont été temporairement logées dans 14 camps hébergés par les Conseils des églises locales de l'Église du Christ dans les Nations (COCIN-LCC).

Même lorsqu'ils ne sont pas spécifiquement visés pour des raisons religieuses, les chrétiens d'Afrique subsaharienne sont particulièrement vulnérables dans le cadre des conflits plus vastes de la région, tels que ceux qui sévissent en Éthiopie, au Soudan et au Cameroun. Les chrétiens sont des cibles faciles qui peuvent être attaqués en toute impunité. Cette "persécution de complaisance" limite considérablement leurs perspectives d'avenir, ainsi que celles de leurs familles et des générations futures.

L'influence étrangère en Afrique subsaharienne réduit la vie chrétienne

Les régimes autoritaires de la région ont trouvé en la Chine et la Russie des partenaires de choix.

Le rôle croissant de la Chine en Afrique - dans les domaines des infrastructures, de la technologie et de la formation - favorise et renforce les régimes autocratiques sur le continent. Des entreprises comme Huawei font des percées massives sur les marchés africains. Les gouvernements africains dépensent un milliard de dollars par an en technologies de surveillance, selon *l'Institute of Development Studies*, basé au Royaume-Uni. Le plus gros client est le pays le plus peuplé d'Afrique, le Nigeria, qu'il s'agisse du gouvernement fédéral ou des différents États du pays. L'Europe et les États-Unis ont également été des vendeurs volontaires de ces technologies, note le rapport, mais leur part du marché africain a cédé du terrain à la Chine.

Le gouvernement chinois, quant à lui, a choisi l'Afrique comme premier marché pour l'exportation directe de son modèle de gouvernance autoritaire. Dans un nouveau campus en Tanzanie, le parti communiste chinois

a ouvert sa première académie à l'étranger consacrée à la formation de dirigeants politiques à l'adhésion au régime de parti unique et de la planification économique et sociale de Pékin. Des partis politiques de six pays africains ont constitué les premières recrues de l'académie.

L'influence étrangère en Afrique, au cours de la période d'analyse de l'Index mondial de persécution 2024, est également venue de Russie - plus précisément du Groupe Wagner, un groupement militaire privé dont on suppose généralement qu'il a des liens profonds avec le gouvernement russe. Ce groupe est de plus en plus actif dans divers pays africains, notamment au Burkina Faso, au Mali, en République centrafricaine, au Mozambique et à Madagascar. Connus pour ses tactiques impitoyables de répression des activités extrémistes, y compris sa cruauté envers les civils, Wagner a pris pied en Afrique subsaharienne.

Elle est devenue l'une des entités les plus redoutées dans la région du Sahel, en particulier au Burkina Faso, au Mali et dans d'autres pays où sa présence a été ou continue d'être ressentie. Son influence a considérablement étouffé l'espace civique des chrétiens. S'exprimer contre les injustices gouvernementales ou les brutalités perpétrées par Wagner est devenu une tâche ardue. Les chercheurs au Burkina Faso et au Mali soulignent la quasi-impossibilité, et parfois la mise en danger de leur vie, de documenter les atrocités commises par ce groupe. Si la volonté collective de combattre les groupes terroristes est évidente, Wagner considère les civils comme des entités sacrificables, ce qui complique encore la situation. Les complexités géopolitiques ajoutent des couches de difficultés, notamment pour les chrétiens, en particulier ceux de sensibilité protestante, qui craignent des répercussions s'ils sont associés à l'opposition occidentale aux actions de Wagner. La menace posée par Wagner va au-delà des simples violations des droits de l'homme, car sa manipulation de secteurs économiques vitaux, notamment l'exploitation minière, expose les nations africaines à un chaos et à une instabilité accrus.

La violence en Inde augmente fortement à l'approche des élections

L'Inde, le pays le plus peuplé de la planète, est un amalgame de tendances. La situation des chrétiens s'est rapidement détériorée dans certaines régions du pays et s'est améliorée dans d'autres, de sorte que si l'on tient compte de la liberté de religion des chrétiens dans l'ensemble du pays, le score n'a augmenté que d'un point. Sous le score total, cependant, se cache la preuve que pour les chrétiens, l'Inde devient plus violente. En 2022, l'Index comptait 10 chrétiens indiens tués en raison de leur foi. Sur l'Index 2023, ce nombre était de 17. Sur l'Index 2024, il est de 160.

Des augmentations ont été détectées dans d'autres catégories qui contribuent à l'évaluation de la violence: Le nombre d'attaques contre des églises, des écoles et d'autres biens publics chrétiens signalés sur l'Index en 2022 était de 47; sur l'Index 2023, de 67; et sur l'Index 2024, de 2'228. Attaques contre des foyers chrétiens: 91 (Index 2022); 180 (Index 2023), et près de 5'900 sur dans l'Index 2024. Entreprises chrétiennes attaquées: 2, puis 37, puis 1'572.

Dramatiquement, plus de 62'000 chrétiens indiens ont été contraints de quitter leur foyer pendant la période de référence de l'Index 202. Il s'agit d'un bond exponentiel par rapport aux 380 de l'Index 2022 et aux 834 de l'Index 2023.

L'épicentre de la flambée de violence et d'exil interne a été l'État du Manipur, dans le nord-est du pays, où les hostilités entre les groupes ethniques majoritaires Meitei et minoritaires Kuki ont éclaté en mai 2023. Le plaidoyer des Meitei en faveur d'un statut tribal officiel s'est heurté à l'opposition des Kuki, majoritairement chrétiens, qui ont fait valoir que l'octroi d'un statut officiel aux Meitei donnerait au groupe ethnique, plus important et majoritairement hindou, le pouvoir de pénétrer dans les zones kuki. Au cours des violences qui ont émaillé le débat - dont une grande partie s'est déroulée en ligne et a été accompagnée de propos haineux à l'égard des Kuki - des centaines d'églises, même celles où se trouvaient des fidèles Meitei, ont été détruites, des dizaines de personnes ont été tuées et des dizaines de milliers ont été chassées de chez elles.

Une [déclaration de l'ONU](#) a souligné l'horreur des «images de violence sexiste visant des centaines de femmes et de filles de tous âges, principalement de la minorité ethnique Kuki». Les violences présumées comprennent des viols collectifs, des défilés de femmes nues dans la rue, des coups violents entraînant la mort, et des femmes, vivantes ou mortes, tout simplement brûlées».

Les conditions dans les camps de réfugiés à Manipur et dans l'État voisin de Mizoram se sont détériorées; les Nations Unies ont demandé une réponse humanitaire plus énergique; le gouvernement indien a été lent à agir; des rapports font état d'unités antiterroristes qui abusent de leur mandat comme prétexte pour attaquer les minorités; et toute la situation a été plongée dans un brouillard de désinformation en ligne et de coupures de la communication.

Le chaos qui règne au Manipur s'inscrit dans le contexte familial d'un nationalisme hindou musclé qui caractérise le gouvernement national et de larges pans du pays. Sous le toit protecteur du parti Bharatiya Janata (BJP) au pouvoir et de son chef, le Premier ministre Narendra Modi, les nationalistes hindous les plus radicaux considèrent tous les chrétiens comme étrangers à la nation et n'hésitent pas à recourir à la violence dans la poursuite d'une Inde purement hindoue. Les personnes converties au christianisme à partir d'un milieu hindou sont constamment soumises à des pressions pour retourner à l'hindouisme.

L'Index mondial de persécution 2024 enregistre des preuves de cette pression antichrétienne dans une augmentation constante des hostilités dans les États du Madhya Pradesh et du Chhattisgarh. Fin 2022, par exemple, les habitants d'un village du Chhattisgarh ont lancé un ultimatum à environ 200 chrétiens issus de 70 familles: renoncer à leur foi ou partir. Ceux qui ont protesté ont été battus. Fin 2022 également, la police de l'Uttar Pradesh a arrêté neuf pasteurs pour «activités de conversion», dont un qui organisait une réception de mariage pour sa fille et son gendre. L'Uttar Pradesh est l'un des 12 États indiens où la conversion religieuse forcée est illégale, ce qui fournit un prétexte légal pour de telles mesures de répression à l'encontre des chrétiens, alors que des accusations équivalentes contre les hindous sont rares.

Entre-temps, la Cour suprême de l'Inde délibère sur la question de savoir si la catégorie des «castes répertoriées», dont les membres sont largement connus sous le nom de Dalits, doit être élargie pour inclure les musulmans et les chrétiens. Il s'agit d'une question culturelle extrêmement sensible, susceptible de déclencher des troubles politiques à grande échelle.

Les élections générales de 2024 en Inde ne feront qu'ajouter à l'inquiétude. On peut s'attendre à ce que le BJP, dans sa campagne pour garder le contrôle du gouvernement national, utilise les conflits religieux comme carburant politique.

Les églises font l'objet d'attaques sans précédent

Les dix pays où le plus grand nombre d'églises ont été attaquées au cours de la période de référence de l'Index 2024 sont la Chine, l'Inde, le Nigeria, le Nicaragua, l'Éthiopie, le Rwanda, le Soudan, le Burkina Faso, le Niger et l'Angola. Le nombre total d'églises ou d'autres propriétés chrétiennes publiques attaquées ou fermées dans ces pays s'élève à 14'129 (sur un total de 14'766 pour 78 pays surveillés), mais les chercheurs pensent qu'il pourrait y en avoir des milliers d'autres. La Chine et l'Inde sont en tête de liste, avec respectivement 10'000 et 2'228 cas estimés.

Le nombre d'églises fermées est de loin le plus important en Chine, où l'on parle d'«églises de maison». Dans le contexte chinois, ce terme est souvent trompeur: Bien que les «églises de maison» aient commencé par être de petits groupes non enregistrés se réunissant pour le culte, nombre d'entre elles se sont considérablement développées, organisant leurs réunions dans des lieux publics tels que des hôtels ou des bureaux loués. Ces églises accueillaient souvent des centaines, voire des milliers de chrétiens chaque semaine. Mais cette liberté est désormais révolue, en partie parce que les autorités ont profité des mesures prises à la suite de la pandémie de COVID-19. Les «églises de maison» sont retournées à leur élan originel et se sont scindées en une myriade de groupes de maison moins visibles, dont beaucoup n'ont qu'une faible

direction pastorale et peu de ressources. Dans le même temps, de nombreux lieux de culte approuvés par l'État (TSPM) sont contraints de fermer et de fusionner avec des églises plus importantes. S'ajoutant à cette pression gouvernementale, de [nouvelles réglementations sur les TSPM](#) sont entrées en vigueur en 2023 et montrent (en particulier dans les articles 27, 36, 39 et 40) comment le Parti communiste ose réellement redéfinir les priorités et les valeurs chrétiennes.

Contrairement à la Chine, les attaques contre les églises en Inde sont perpétrées par des foules agressives. Les violences qui ont éclaté le 4 mai 2023 dans le quartier de Churachandpur, dans la ville d'Imphal (Manipur), en sont un exemple. Selon [l'archevêque Dominic Lupon d'Imphal \(interview sur YouTube entre 9:45 et 19:35 minutes\)](#), le 4 mai 2023, 249 églises Meitei ont été détruites dans les 36 premières heures, non pas par des Kukis (qui sont majoritairement chrétiens), mais par des hindous Meitei et des adeptes du sanamahisme. Selon Lupon, les foules Meitei qui ont pris pour cible les églises étaient organisées par les organisations d'autodéfense Arambol Tenggol et Meitei Leepun. La plupart de la population kuki a été sévèrement attaquée par ces mêmes foules au cours des 36 premières heures et s'est enfuie de chez elle. Ce sont donc des éléments radicaux au sein des Meiteis qui ont attaqué les leurs (les chrétiens Meitei) ainsi que les Kukis.

Au Nigeria, au Burkina Faso et au Niger, les églises ou les propriétés publiques chrétiennes sont généralement attaquées par des insurgés à prédominance islamique qui attaquent ou envahissent les communautés chrétiennes. Pour la période de référence de l'Index 2024 une estimation très prudente du nombre d'églises et de propriétés publiques chrétiennes attaquées ou abandonnées dans ces pays est de 950. Rien qu'au Nigeria, ce chiffre s'élève à 750.

Bien que se classant beaucoup plus loin dans la liste des pays dans lesquels un grand nombre d'églises ont été attaquées, l'Algérie a vécu une situation tout aussi dévastatrice. Sur les 46 églises affiliées à l'Église protestante d'Algérie (l'organisation faîtière des protestants), seules 4 restaient ouvertes en 2023. Plusieurs églises indépendantes ont également cessé leurs activités. Cette situation s'explique par le fait que le gouvernement algérien a intensifié sa campagne d'utilisation d'une loi de 2006 pour accroître la pression sur l'église protestante indigène, en interrogeant les dirigeants de l'église et en les accusant de «tenir un culte sans autorisation» ou d'autres délits similaires. Au cours de ces interrogatoires, plusieurs responsables d'églises ont reçu l'ordre verbal de fermer leurs églises. Il s'agit d'une nouvelle tendance, car les années précédentes, les églises recevaient des ordres de fermeture officiellement documentés, qui pouvaient être contestés devant les tribunaux. Au moins 18 chrétiens, qu'il s'agisse de responsables d'églises ou d'autres personnes actives dans l'église, ont été condamnés à des peines de prison (avec sursis). Suite à cette action gouvernementale, la pression s'est accrue à tel point que les quelques églises restantes devront envisager de cesser toute activité visible en 2024. La marge de manœuvre pour l'expression de la foi chrétienne en Algérie est clairement en train de diminuer.

Les chrétiens de plus en plus minorisés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Plus d'une décennie de guerre civile en Syrie avait déjà dispersé et réduit la présence chrétienne dans le pays. Le tremblement de terre dévastateur de février 2023 n'a fait qu'aggraver cette situation précaire. La Syrie n'est pas le seul pays où la pression sur la vie chrétienne est aussi envahissante: l'Algérie a vu son score augmenter fortement sur l'Index et la Tunisie s'est engagée plus avant sur la voie de l'autoritarisme. Mais le tremblement de terre de magnitude 7,8 survenu en Turquie a braqué les projecteurs sur la Syrie.

Le score de la Syrie sur l'Index 2024 a augmenté d'un point, une augmentation modeste mais suffisante pour faire entrer le pays dans la catégorie "persécution extrême" de la liste. Les chrétiens fuyant la violence sur plusieurs fronts de la guerre et subsistant dans une économie effondrée ont été des cibles faciles de la violence et de la pression islamique les poussant à se retirer de la vie publique.

Les opposants islamiques militants du régime Assad, tels que Hay'at Tah'rîr al-Shâm et des éléments du groupe État Islamique, ont démoli ou pris le contrôle d'églises historiques, dont les dirigeants sont

vulnérables aux attaques ou aux enlèvements. Les chrétiens de ces régions qui n'ont pas été déplacés de force de leurs maisons ont peu de possibilités d'exprimer leur foi.

Dans les zones contrôlées par le gouvernement, l'attitude du régime à l'égard des églises est déterminée par la communauté chrétienne à laquelle elles appartiennent. Bien que toutes les églises chrétiennes subissent des pressions, les églises historiques - telles que les églises orthodoxes orientales et catholiques romaines - ont tendance à avoir plus de poids pour défendre leurs droits que les groupes d'églises évangéliques tels que les baptistes et les pentecôtistes.

Les chrétiens ont été pris dans les poches de conflit persistantes et, dans certains cas, délibérément pris pour cible. À Afrin, par exemple, les troupes soutenues par la Turquie s'en prendraient aux chrétiens kurdes.

Puis vint le tremblement de terre. Selon [Action for Humanity](#), 9 personnes sur 10 qui avaient déjà fui la violence de la guerre au moins une fois pour vivre dans des camps de déplacés ont été déplacées une nouvelle fois à cause de la catastrophe. Le tremblement de terre «n'a pas seulement détruit davantage de maisons, d'écoles et d'espaces de jeux pour les enfants, il a également anéanti tout sentiment de sécurité pour un grand nombre d'enfants et de familles parmi les plus vulnérables», a déclaré le directeur de l'UNICEF. Les enfants chrétiens étaient déjà particulièrement vulnérables à un tel choc, car de nombreuses écoles chrétiennes ont été fermées ou endommagées à cause de la guerre et les enfants ont dû fréquenter des écoles gouvernementales, c'est-à-dire islamiques.

Pour ne rien arranger, quelques semaines seulement après le séisme, Hay'at Tah'rîr al-Shâm a attaqué les forces gouvernementales, et des éléments du groupe État Islamique ont lancé des attaques. De nouveau prises dans le conflit, les familles chrétiennes ont entamé une nouvelle vague de migration, convaincues qu'elles ne sont pas accueillies par leurs compatriotes musulmans et que leur pays natal n'est pas le leur.

Peu à peu, la vie des chrétiens dans d'autres régions du Moyen-Orient devient également moins tenable. En 2023, la Turquie a poursuivi ses incursions militaires dans le nord de l'Irak, où vivent la plupart des chrétiens irakiens, pour lutter contre le Parti des travailleurs du Kurdistan. Les combats ont empêché les chrétiens, qui avaient fui la violence, de retourner dans leurs villages.

Même le maigre territoire politique détenu par les chrétiens irakiens est de plus en plus contesté. Un groupe paramilitaire de chrétiens qui s'est formé en 2014 pour lutter contre l'invasion du nord de l'Irak par le groupe État Islamique s'est depuis transformé en une opération politique connue sous le nom de *Mouvement de Babylone*, qui détient désormais les 5 sièges réservés aux chrétiens au sein du parlement irakien, qui en compte 329. Le *Mouvement de Babylone* est présenté comme une force chrétienne locale, mais il a été recruté en grande partie dans les communautés musulmanes chiïtes. Il entretient des liens étroits avec le parti politique islamiste chiïte irakien, l'organisation paramilitaire Badr et le Corps des gardiens de la révolution islamique iranien (IRGC). Il a depuis été accusé de corruption et d'autres pratiques peu recommandables, ce qui a conduit les États-Unis à sanctionner son dirigeant. En 2023, l'évêque de l'Église catholique chaldéenne historique d'Irak s'est exprimé, affirmant que la pratique de Babylone consistant à associer l'identité chrétienne à des démonstrations de force militaire mettait en danger une minorité dont la présence était déjà précaire. De son côté, Babylone a accusé l'évêque de se mêler de politique. Résultat: Le retrait par le président irakien du décret présidentiel reconnaissant le rôle et l'autorité du cardinal Sako et le transfert du siège patriarcal de Bagdad à Erbil, au Kurdistan irakien. Tout cela ne fait qu'accroître la pression sur une minorité chrétienne en difficulté.

À cette pression s'ajoute la loi de 2023 sur la réforme des élections irakiennes, qui donne aux grands partis politiques victorieux le pouvoir d'attribuer les quelques sièges parlementaires réservés aux minorités ethniques et religieuses. Les responsables d'églises de diverses confessions ont exhorté leurs membres à boycotter les élections parlementaires de novembre 2023 si la représentation des chrétiens et la protection de leurs intérêts n'étaient pas garanties.

En Afrique du Nord, le gouvernement algérien a intensifié en 2023 sa campagne de fermeture des églises affiliées à l'EPA (Église protestante d'Algérie), en vertu d'une loi de 2006. Il s'agit d'une nouvelle réduction de l'espace de vie chrétienne en Algérie par rapport aux années précédentes, où de nombreuses églises avaient déjà été fermées.

La Libye s'est hissée à la troisième place de l'Index. En mai 2023, un incident majeur s'est produit en Libye, au cours duquel [plusieurs chrétiens d'origine musulmane ont été arrêtés](#) et [deux chrétiens étrangers ont été expulsés](#). Au cours de la période couverte par l'Index 2024, des centaines de migrants ont été arrêtés arbitrairement par les autorités libyennes, y compris des chrétiens d'Afrique subsaharienne et d'Égypte. On pense que plusieurs d'entre eux ont été pris pour cible en raison de leur foi chrétienne. Depuis des années, des rapports font état de trafic d'êtres humains, d'abus (sexuels), de torture et d'extorsion à grande échelle en Libye. Leur foi rend les migrants chrétiens particulièrement vulnérables à de tels abus, ce qui oblige la plupart d'entre eux à garder leur foi strictement secrète.

Le score de la Tunisie sur l'Index continue de grimper, sous l'effet de la dérive autoritaire du président Kais Saïed. Après avoir exercé les pouvoirs d'urgence en 2021, Saïed a destitué le premier ministre, dissous le parlement, limogé les juges, puis lancé des enquêtes sur les opposants politiques. En 2023, un membre clé de l'opposition Saïed s'est attiré les foudres de la communauté internationale en prononçant un discours aux accents racistes, qui accusait les Africains subsahariens d'apporter «la criminalité et la violence» en Tunisie. La fureur populaire qui en a résulté s'est lourdement abattue sur les chrétiens subsahariens de Tunisie, dont beaucoup ont perdu leur emploi, tandis que d'autres ont fui le pays.

Même au Liban, où les chrétiens représentent une part plus importante de la population que dans n'importe quel autre pays du Moyen-Orient, et loin des 50 pays listés dans l'Index, les chrétiens voient leurs privilèges et leur influence dans la vie nationale diminuer. Les attaques contre les églises et les propriétés chrétiennes se multiplient. Conjuguée à la détérioration de l'économie, cette situation amène de nombreux chrétiens à envisager de quitter leur pays.

La situation au Nicaragua se détériore rapidement

L'histoire de l'Amérique latine suit de plus en plus l'évolution du Nicaragua. Classé 50e de l'Index mondial de persécution il y a un an, il a grimpé de 20 places pour se retrouver au 30e rang. Le score du Nicaragua a augmenté de plus de 5 points, soit une hausse de 8,3%, la plus rapide en Amérique latine et l'une des plus rapides parmi tous les pays de l'Index.

Cuba (22^e rang) est devenu le pays de l'Index le mieux classé d'Amérique latine, ce qui prouve, avec l'exemple du Nicaragua, que les dictatures communistes de la région intensifient leurs campagnes contre la liberté chrétienne. C'est toutefois au Nicaragua que la persécution progresse le plus rapidement.

L'augmentation rapide du score du Nicaragua est le résultat de l'hostilité de plus en plus ouverte du gouvernement à l'égard de l'Église. Les restrictions à la liberté religieuse ne sont plus indirectes, elles sont aujourd'hui visibles et s'inscrivent dans un cadre juridique taillé sur mesure. Les détracteurs de la répression gouvernementale de la liberté d'expression, qu'ils soient clercs ou laïques, sont arrêtés, de même que leurs défenseurs. Les universités et autres institutions liées à l'Église voient leur enregistrement annulé. Les biens et les médias appartenant à des chrétiens sont saisis. Des prêtres et des évêques catholiques sont accusés d'espionnage; certains sont déchus de leur citoyenneté; des religieuses et d'autres représentants de l'Église ont été contraints à l'exil. Certaines célébrations chrétiennes dans les espaces publics ont été interdites. Le gouvernement nicaraguayen a même fermé son ambassade auprès du Saint-Siège.

L'exemple le plus notoire de la campagne de pression du gouvernement a peut-être commencé à la fin de l'année 2022 lorsqu'il a lancé toute une série d'accusations contre l'évêque de Matagalpa, Rolando Álvarez,

un ardent défenseur des libertés civiles au Nicaragua. L'évêque a été déchu de sa citoyenneté et, après avoir refusé l'exil aux États-Unis, a été condamné en février 2023 à plus de 26 ans de prison. Le magistrat qui a lu la sentence à la télévision nationale a déclaré que l'évêque était «considéré comme [un traître à la patrie](#) et coupable, en tant que coauteur, des délits d'atteinte à l'intégrité nationale, de propagation de fausses nouvelles par le biais des technologies de l'information et de la communication, d'obstruction de fonctions, de désobéissance aggravée ou d'outrage à l'autorité, tous commis en concurrence réelle et au détriment de la société nicaraguayenne et de l'État du Nicaragua.»

La condamnation de M. Álvarez, sa détention dans le tristement célèbre pénitencier de Modelo au Nicaragua et les attaques du régime contre la liberté religieuse en général et l'Église catholique en particulier ont fait l'objet d'une condamnation mondiale. L'Union européenne a publié une dénonciation officielle, tandis que le département d'État américain a imposé des [restrictions en matière de visas](#) aux fonctionnaires complices du gouvernement nicaraguayen. Le Conseil permanent de l'Organisation des États américains a [accusé](#) M. Ortega d'avoir tourné le dos aux engagements pris par le Nicaragua à l'égard des pactes internationaux garantissant «la liberté de pensée et d'expression, la liberté de conscience, de religion ou de conviction». En septembre, le groupe d'experts des droits de l'homme des Nations unies sur le Nicaragua a [déclaré](#) que les violations généralisées des droits de l'homme commises dans le pays constituaient des crimes contre l'humanité.

La répression de l'Église au Nicaragua s'inscrit dans le cadre du régime de plus en plus autocratique du président Ortega depuis son élection en 2006, et plus particulièrement depuis la répression par le gouvernement de la tentative de mouvement pro-démocratique de 2018. L'objectif du gouvernement n'est pas seulement de faire taire la voix des chrétiens mais, compte tenu de leur influence dans le pays, d'entraver leur crédibilité et d'empêcher la diffusion de leur message. Ainsi, ce n'est pas tant le Nicaragua qui donne le ton avec son ascension rapide dans l'Index, mais plutôt Cuba, pays à parti unique et communiste, qui se met au diapason.

La Corée du Nord reprend sa place de numéro 1

Pendant 20 ans, la République populaire démocratique de Corée du Nord (RPDC) a occupé la première place dans l'Index mondial de persécution, se classant comme le pays le plus difficile pour vivre la foi chrétienne. Puis, dans l'Index 2022, elle a glissé à la deuxième place, juste derrière l'Afghanistan, à la suite de la prise de pouvoir des talibans au cours de l'été 2021.

Lors de la période de référence de l'Index 2023, après que tous les chrétiens qui le pouvaient aient quitté le pays et que les pires violences motivées par la religion en Afghanistan se soient atténuées - sans pour autant cesser - la Corée du Nord est revenue en tête de liste. Cette année, avec la Corée du Nord à nouveau en tête de liste, le schéma annuel familial s'est rétabli.

L'influence de la Chine est également familière, ici sur le littoral du Pacifique comme sur le continent africain. Dans les semaines qui ont suivi l'annonce par Pyongyang, en août, de la réouverture de la frontière avec son voisin occidental, la Chine a renvoyé des centaines de réfugiés nord-coréens dans leur pays d'origine, selon Human Rights Watch.

L'organisation [a rapporté](#) que les autorités chinoises ont rapatrié de force 80 Nord-Coréens en août, et 40 autres en septembre. Puis, au début du mois d'octobre - juste après la fin de la période de collecte des données de l'Index pour les besoins de la liste de 2024 - la Chine a envoyé cinq vagues de convois à travers la frontière en Corée du Nord, a déclaré Human Rights Watch, basant son rapport sur le témoignage d'un «missionnaire clandestin de Corée du Sud ayant des contacts étendus en Corée du Nord et en Chine». Au total, le nombre de réfugiés nord-coréens renvoyés dans leur pays d'origine pourrait s'élever à 600, selon l'organisation. Le gouvernement sud-coréen a confirmé le rapatriement massif mais n'a pas précisé le nombre de réfugiés concernés.

Le droit international interdit les rapatriements forcés. Human Rights Watch a déclaré que «les personnes rapatriées, pour la plupart des femmes, risquent fort d'être détenues dans des camps de travail forcé et de subir des tortures, des violences sexuelles, des disparitions forcées et des exécutions».

On ne sait pas combien de Nord-Coréens rapatriés sont chrétiens, bien que la politique de tolérance zéro du régime à l'égard des croyants ait toujours été une puissante motivation pour les chrétiens de risquer les dangers d'une tentative de départ. Les tentatives de franchissement de la frontière sont toutefois devenues moins fréquentes après que le gouvernement a fermé la frontière avec la Chine en 2020 pendant la pandémie de COVID-19.

Dans les cinq domaines de la vie chrétienne mesurés par l'Index mondial de persécution, la pression exercée sur les chrétiens nord-coréens est la plus forte; le score dans toutes les catégories, à l'exception de la violence, est au maximum.

Quelques améliorations

La détérioration de la situation de la vie chrétienne au Mali est documentée dans ce résumé. Il convient toutefois de noter qu'en juin 2023, les électeurs maliens ont approuvé un référendum sur l'adoption d'une nouvelle constitution, une décision considérée comme susceptible d'ouvrir la voie au retour à un régime civil et à l'organisation de nouvelles élections en 2024. Le gouvernement militaire s'est engagé à œuvrer en faveur d'un retour à un régime civil après que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a levé une série de sanctions commerciales et financières. La nouvelle constitution reconnaît clairement la minorité chrétienne du pays.

Au milieu des nombreuses pressions exercées par l'Inde sur la vie chrétienne, c'est un peu de soulagement: Le Parti du Congrès a délogé le parti nationaliste hindou BJP après les élections du printemps 2023 dans l'État du Karnataka. Selon le Hindustan Times, le nouveau gouvernement dirigé par le Congrès a l'intention de lancer une «campagne de désaffrontement». Le nouveau ministre d'État Priyank Kharge aurait déclaré que «de nombreux ordres et lois appliqués sous le précédent régime du BJP, tels que la révision des manuels scolaires et les lois anti-conversion, allaient à l'encontre des intérêts de l'État et seront révisés ou retirés».

Le score du Sri Lanka a augmenté de 3 points, ce qui le place au 58e rang de l'Index, dans la liste des pays à surveiller. Pourtant, les partenaires de Portes Ouvertes continuent de faire état de succès dans la formation des pasteurs à la défense de leurs droits constitutionnels, ce qui a permis d'éviter la fermeture d'églises dans certains cas.